

TRIBUNE DE SAMI NAÏR PARUE DANS LE QUOTIDIEN LIBÉRATION

« Bush, qui s'avance en libérateur de l'Irak, avait décidé du conflit dès mars 2002 ».

Lundi 31 mars 2003.

La résistance prendra des chemins inattendus. Une énorme blessure aura encore été ouverte sur le corps du monde arabe, qui refait l'expérience de la colonisation.

Lors du Conseil européen des 20 et 21 mars 2003, le président Chirac, fidèle à sa ligne de conduite depuis le début de la guerre déclenchée contre l'Irak, a clairement dit deux choses : la France n'acceptera pas une nouvelle résolution qui chercherait, par la bande, à légitimer l'invasion de l'Irak ; il faut revenir au droit international en redonnant à l'ONU le rôle central qui doit être le sien. Autrement dit, premièrement, pas question d'accepter la politique du fait accompli que les Etats-Unis et leurs alliés en Europe veulent imposer ; deuxièmement et implicitement, l'opération américano-anglaise dont le but est la conquête de l'Irak et sa mise sous administration par les conquérants, est une guerre coloniale inacceptable par la communauté internationale.

Néanmoins, tout laisse à penser que la position du Président va devenir de plus en plus périlleuse. En effet, l'inévitable dénouement de la situation sur le terrain, après la chute du régime de Saddam Hussein, verra se mettre en branle une immense machine de manipulation médiatique visant à diaboliser plus encore les victimes de cette invasion coloniale, et présentant les belligérants américains et anglais comme des libérateurs attendus. C'est déjà l'attitude de certains médias en France, dont on sent qu'ils ragent de ne pouvoir donner libre cours à leurs sentiments réels.

Résister à cette guerre idéologique dans la guerre coloniale en cours ne va pas être facile. Seule la mobilisation citoyenne peut faire face à cette offensive. Des foules nombreuses de par le monde, en dépit du régime de Saddam Hussein, s'opposent à cette guerre américano-anglaise parce qu'elles ont compris qu'il s'agissait d'une invasion coloniale. Il n'y a aucun "antiaméricanisme" dans ces mobilisations, il n'y a que l'expression indignée de la raison commune. On sait spontanément de quel côté se trouve la loi, et par qui elle est bafouée. On sait également que jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le système des relations internationales n'avait été violé avec autant d'impunité. Non par une puissance révolutionnaire, non par des terroristes, mais par le pays qui prétend représenter la loi et la liberté : les Etats-Unis. Cette prise de conscience se développe elle-même sur le fond de trois mutations fondamentales.

La première mutation apparaît sous la forme d'une évidence éclatante dans l'opinion publique : un crime contre la loi, contre le droit, contre la souveraineté d'un pays, contre la volonté de l'immense majorité des nations et des peuples, est en cours. Et cela pour le contrôle des richesses pétrolières de l'Irak. Cette façon de voir est désormais majoritaire dans le mouvement antiguerre.

La deuxième mutation, sensible cette fois-ci dans les analyses des diplomates et responsables politiques des pays opposés à la guerre, et en dépit de l'immense solidarité dont l'Amérique a bénéficié après le 11 septembre, est que le système de pouvoir américain est désormais incontrôlable et peut devenir dangereux pour la paix du monde. C'est cette inquiétude qui explique l'attitude de la Russie et de la Chine : Ivanov, le ministre russe des Affaires étrangères, l'a soulignée à plusieurs reprises.

Inquiétude confortée par la première conférence de presse que Tommy Franck, général en chef du corps expéditionnaire américain en Irak, a donnée au Qatar : il a confirmé, sans doute par-devers lui, les pires soupçons de la communauté internationale en révélant que la décision de faire cette guerre a été prise par le président Bush au mois de mars de l'année... 2002 ! Cela signifie donc que tout ce qui s'est passé à l'ONU n'a été qu'un habillage pour faire avaliser une invasion en tout état de cause déjà décidée.

Beaucoup de dirigeants politiques dans le monde sont aujourd'hui convaincus que la stratégie de Bush est dictée par une conception délirante des relations internationales. Lui et les intégristes qui l'entourent à la Maison Blanche renouent avec une conception de la politique fondée sur la théorie de la décision : on crée le fait et après on discute en position de force. Mais si cette politique était possible dans le cadre de la confrontation

bipolaire d'après-guerre, elle a disparu de fait avec elle. Certes, les Etats-Unis ont réussi à diviser l'Europe en entraînant dans leur sillage quelques pays clients. Mais ils ont aussi rendu possible les retrouvailles historiques de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, et à la fois, l'alliance séculaire de ces pays avec la Russie. Quoi qu'il arrive désormais, cela restera.

La troisième mutation importante est que, pour la première fois depuis longtemps, les populations dans le monde arabe, en dépit d'une répression souvent dissuasive de la part de leur gouvernement, se sont mises en mouvement. Or, ce qui catalyse le plus ces populations, ce n'est pas seulement l'agression contre l'Irak, non plus que la complicité de la plupart de leurs gouvernements avec les Etats-Unis, c'est aussi et désormais surtout le fait qu'elles ont l'impression d'être en phase avec l'opinion mondiale. C'est là une évolution fondamentale. Un grand journal palestinien publie un article d'un poète disant simplement ceci : je veux aller en Europe, car là-bas, on résiste à l'agression contre l'Irak... Dans le monde arabo-musulman, une époque nouvelle est vraiment en train de naître. Des haines vont certes se cristalliser, mais elles auront moins comme objectif l'Occident en général que la politique impériale en tant que telle. De ce point de vue, la mobilisation en Europe et en Amérique est la plus dure et sérieuse des attaques qui aient été portées depuis le 11 septembre contre les intégristes de Ben Laden. La citoyenneté mondiale en formation devient progressivement une variable clé dans la formulation de la politique mondiale. Bien qu'il ne faille pas se faire d'illusion sur l'efficacité à court terme de cette résistance citoyenne, il sera cependant difficile de ne pas en tenir compte à l'avenir.

Dans l'immédiat, l'Irak sera sans doute occupé. La disproportion des forces est telle que le régime de Saddam Hussein n'a aucune chance de tenir debout. Si la résistance des Irakiens devient trop meurtrière pour les armées d'invasion, il y a tout lieu de craindre que les Etats-Unis n'hésiteront pas à utiliser des armes de destruction massive pour ne pas subir un échec. C'est une hypothèse sérieuse. Dans le cas plus probable d'une occupation rapide, on verra à la télévision des petits Irakiens qui n'auront pas péri sous les bombes brandir des drapeaux américains. On entendra de pauvres hères payés par l'occupant chanter les vertus de l'empire américain ; on assistera à une énième tentative de mise en condition de l'opinion publique mondiale. Mais après ? La guerre continuera sous d'autres formes. La résistance prendra des chemins inattendus. Une énorme blessure supplémentaire aura encore été ouverte sur le corps du monde arabe, qui refait aujourd'hui l'expérience de la colonisation. Mais la solidarité qui s'est créée entre les citoyens partout dans le monde ne sera pas oubliée.

L'Europe, qui a une relation de voisinage avec le monde arabe et musulman, doit s'opposer fermement à cette agression coloniale. Elle ne doit pas se limiter à la regretter, elle doit la condamner vigoureusement. La France, quant à elle, doit tirer les conclusions stratégiques de cette affaire. Elle doit ouvrir le plus vite possible des négociations avec l'Allemagne et la Belgique pour élaborer une défense commune, indépendante des Etats-Unis et de leurs serviteurs en Europe. L'Europe européenne doit désormais admettre que sa force passe par une alliance renforcée avec la Russie et la Chine ; elle doit prendre enfin au sérieux le besoin qu'a le monde arabe d'être intégré dans le développement et elle doit tout faire pour l'aider à sortir de la soumission stratégique dans laquelle l'Amérique le maintient depuis un demi-siècle. Il faut choisir entre le respect du droit international et la barbarie de la force. Cette barbarie a un nom : c'est la politique de Bush, qu'il ne faut pas confondre avec la volonté du peuple américain. Au contraire, il faut tout faire pour établir un lien indispensable de solidarité avec l'Amérique démocratique : c'est elle qui finira par vaincre ce pouvoir impérial déchaîné, comme elle l'a fait à l'époque de la guerre du Vietnam. |

Sami Nair est député européen du Mouvement républicain et citoyen.